

# Rwanda : le fascisme à visage démocratique et humanitaire

Déjà responsable du génocide, Paris prépare la relance de la guerre

**Chaque jour, la télévision nous fournit des images de la tragédie effroyable que vivent un million de réfugiés à Goma. Tragédie humaine ? Oui, mais surtout : un crime monstrueux organisé par les auteurs du génocide rwandais et leurs protecteurs français!**

Ludo Martens

Les milliers de cadavres ramassés quotidiennement à Goma permettent aux nazis rwandais de se faire passer pour des victimes et pour des êtres humains souffant affreusement. Le choléra offre une occasion merveilleuse aux militaires français, les mêmes qui ont entraîné les auteurs du génocide, de poser comme infirmiers sauvant des bébés squelettiques.

## La solution finale, préparée avec l'aide de la France

De 1990 à 1993, l'armée française est intervenue à deux reprises pour battre le Front Patriotique et sauver ainsi le clan Habyarimana et son armée antipopulaire. Alors déjà, au vu et au su des officiers français, entre dix et quinze mille Rwandais avaient été liquidés. Ainsi était préparée la "solution finale". Après l'assassinat d'Habyarimana, le 6 avril, dans lequel l'armée française a probablement trempé, le plan de l'élimination physique des Tutsi et des Hutu modérés, préparé depuis bien longtemps, a immédiatement été mis en application. Les militaires français se sont retirés pour permettre à leurs sbires de massacrer 500.000 Tutsi et Hutu démocrates.

Mais contre toute attente, les Forces Armées Rwandaises, organisées et entraînées par les Français, se sont effondrées, la capitale Kigali a été prise. Alors, le socialiste Mitterrand a dépêché ses troupes spéciales pour "arrêter les massacres". Seulement, dans la "zone de sécurité", occupée par l'armée française, il n'y avait pratiquement plus aucun Tutsi à "sauver du massacre" !

En fait, le but de l'opération Turquoise était triple. Un : arrêter et, si possible, casser le Front Patriotique. Deux : créer une "zone de sécurité" où tous les bourreaux à la machette pouvaient se sauver. Trois : garantir que les nazis hutu gardent sous leur contrôle une masse populaire qu'ils pourront exciter dans un esprit raciste en vue de la reconquête du pouvoir.

## Relancer la milice des Interahamwe

Les troupes françaises ont ouvertement déclaré vouloir "protéger" les masses hutu contre la vengeance du FPR. C'était reprendre l'intoxication nauséabonde par laquelle les auteurs du génocide maintiennent la terreur dans la population hutu. Dès que les troupes françaises ont pénétré sur le territoire rwandais, les responsables du génocide ont adressé leurs remerciements à Mitterrand, ils ont retrouvé un second souffle et ont commencé à se mobiliser pour la préparation d'une nouvelle guerre.

Par la force et par une intoxication systématique contre le FPR "qui massacre les femmes, les enfants et les intellectuels", les officiers de l'Armée Rwandaise et les Interahamwe ont obligé les masses hutu à partir en exil. Dans les camps de réfugiés, des centaines de milliers d'êtres humains, plongés dans la misère la plus abominable, sont enclins à croire tous les mensonges fascistes sur le Front Patriotique. C'est ainsi que les auteurs du génocide, sous l'oeil attendri d'une armée française occupée à distribuer de l'eau, peuvent consolider leur base de masse. Dans les camps, les 20.000 militaires et autant de miliciens se regroupent ouvertement : les soldats zaïrois,



Le 8 juillet, des centaines d'Africains et de Belges ont manifesté à Bruxelles contre l'agression française.

qui les ont désarmés, leur revendent maintenant les armes confisquées!

## Zaire, nouvelle poudrière?

Depuis 1990, la France s'est appuyé sur Mobutu, allié de toujours d'Habyarimana, pour mener ses intrigues au Rwanda. La démagogie dégoûtante de Mitterrand sur la "démocratie" en Afrique n'a jamais empêché la France de soutenir Mobutu... tout en nouant des liens avec les groupes d'opposants opportunistes. Mobutu a gracieusement accordé l'autorisation aux troupes françaises d'utiliser le territoire zaïrois comme base pour occuper une partie du Rwanda.

Et du coup, Mobutu, ce cadavre virtuel, sauvé par une opposition zaïroise déliquescence, redevient un homme d'Etat honorable, y compris les Affaires étrangères belges. Le Monde rapporte que 6.000 soldats rwandais ont été placés "sous le contrôle de l'armée zaïroise", ce qui veut dire que la France fera tout pour maintenir "son" armée rwandaise. Les camps de réfugiés au Zaïre serviront de bases à la reconquête du Rwanda par les nazis hutu.

Or, des centaines de milliers

d'expatriés rwandais sont établis depuis longtemps à l'est du Zaïre. Le régime de Mobutu utilise depuis des années l'arme ethnique pour se maintenir en place. Entre mai et juillet 1993, on y a déjà compté 10.000 à 15.000 morts lors des pogroms antirwandais. Au Shaba, des tueries massives ont été organisées contre les Baluba. L'aventurisme français risque de précipiter l'explosion de la poudrière zaïroise.

## Empêcher le châtiement des criminels

Le gouvernement français, qui protège les criminels, prétend qu'il veut aider à présenter les "responsables du génocide" devant un

## Rwanda à Bredene

Conférence avec notamment Riet Dhont, retour du Rwanda. 12 août, 9 h 45.

tribunal international. Tout au plus, la France sacrifiera quelques figures trop abominables pour sauver le gros des forces du clan Habyarimana. Exactement comme les Américains et les Anglais, à Nuremberg, ont dû pendre quelques chefs nazis, pour pouvoir sauver - et utiliser contre le communisme - l'essentiel des forces nazies.

Mais surtout : la France dénie au Front Patriotique et au nouveau gouvernement le droit d'arrêter et de juger les coupables ! Tout tribunal international ne peut être qu'une farce montée par ces mêmes impérialistes responsables du sous-développement, de la misère et de la dictature au Rwanda. Seul le peuple rwandais, en toute souveraineté, peut juger et punir comme il se doit les coupables du génocide. Sans une épuration draconienne, sans un châtiement impitoyable de tous les coupables de tueries massives, le Rwanda ne pourra pas connaître la paix, les fascistes hutu garderont une base de masse et les tueries recommenceront dans un avenir peu éloigné.



## Retour de la délégation PTB

Une délégation de médecins et de jeunes du PTB (photo) vient de rentrer du Rwanda. Elle a séjourné du 9 au 28 juillet à Byumba, Mulindi, Rutare, Kigali, Ndera, Gitarama, Kabgayi, Butare, Nyangue. Elle a assisté à l'installation du gouvernement. Elle a eu des entretiens avec le premier ministre et le ministre de la Santé, le président et le vice-président du Front patriotique. Elle a aussi interviewé des dizaines de gens, réfugiés errants, rescapés des massacres, médecins, religieu-

ses, représentants d'organisation des droits de l'homme. Nous organisons une grande campagne de solidarité. Versez votre soutien au numéro 001 - 0451780 - 30 du Fonds de Soutien Tiers Monde avec mention „Rwanda“ (Attention : un numéro incorrect a figuré dans un dépliant précédent du PTB).

Solidaire va publier un dossier spécial avec les témoignages des membres de la délégation. Si vous n'êtes pas abonné, réservez-le (adresses page 19).

## Le sommet de la manipulation humanitaire

Colette Braeckman a écrit de façon pertinente: «L'Opération Turquoise représente le sommet de la manipulation humanitaire : les médecins, les hôpitaux mobiles qui l'accompagnent, ressemblent furieusement au service après-vente des marchands d'armes». C'est bien dit. Mais on peut pousser le raisonnement plus loin. Cette manipulation humanitaire date du moment où les impérialistes ont inventé un "droit d'ingérence" pour ca-

mouffler leur sale politique d'ingérences et d'agressions. L'impérialisme, en tant que système de domination économique et politique, est un système criminel et meurtrier. La conquête coloniale, au siècle passé, a été justifiée au nom de "l'humanisme, la civilisation et la lutte contre l'esclavage arabe". Aujourd'hui, l'impérialisme parle ouvertement de reconquête et c'est sous le drapeau de "l'ingérence pour raisons humanitaires" qu'il a détruit l'Irak, occupé des "zones de sécurité"

dans le nord et le sud de ce pays et qu'il a envahi la Somalie pour y tuer 10.000 Somaliens. En Afrique, il y a une prise de conscience très nette de ce phénomène nouveau : toutes les ONG qui soutiennent le discours impérialiste du "droit à l'ingérence" sont devenues des services après-vente humanitaires des marchands de la mort.

Colette Braeckman, dans: Courrier International, n°121, 30 juin - 6 juillet, 1994, p.12

# Intimidation et répression sans précédent

## Témoignage de voyageurs rentrés du Kurdistan turc

**A six, ils ont parcouru la Turquie pendant trois semaines, pénétrant en pleine région kurde. A leur retour à Zaventem, Gilbert, Diane, Christine, Mong, Johan et Maria font leur récit.**

Maggy Doumen

A proximité d'Ankara, nous avons visité des villages kurdes où de nombreux Kurdes se sont réfugiés ces dernières années, fuyant leurs villages incendiés et rendus inhabitables dans la région d'Urfa. Nous sommes entrés dans leurs tentes dressées au milieu des champs. Ils nous ont expliqué qu'ils cherchaient d'urgence un autre logement avant l'arrivée de l'hiver glacial. En prison, nous avons parlé avec quelques prisonniers politiques, dont un professeur d'économie condamné à 20 mois d'incarcération uniquement pour avoir publié dans un livre un chapitre consacré à l'économie du Kurdistan, ainsi qu'un journaliste condamné lui aussi à 18 mois de prison.

Dans cette prison, nous avons été confrontés pour la première fois avec le caractère souvent hallucinant, ambigu et hypocrite de la dictature fasciste en Turquie, bien qu'elle s'efforce de plus en plus de montrer un 'visage démocratique', mais vers l'extérieur. Ainsi, le livre du professeur et l'article du journaliste ont pu paraître en Turquie. Mais le revers de la médaille, c'est que les auteurs ou

même les lecteurs sont poursuivis par la Justice.

A Diyarbakir, nous avons visité le quartier général de l'organisation des droits de l'homme, qui réunit des témoignages sur les enlèvements, les tortures, les meurtres contre la résistance kurde. Et nous y avons contacté des organisations syndicales.

### 1.450 villages kurdes détruits et 4 millions de déportés

A Ankara, nous avons été reçus par le secrétaire local de l'HADEP, le parti démocratique du peuple, qui nous a raconté que l'année dernière, 1.450 villages kurdes avaient été détruits et 4 millions de personnes déportées. C'est dans cette ville que nous avons découvert un phénomène qui nous a déconcertés : toutes les organisations progressistes se voient obligées de modifier continuellement leur nom et leur adresse, suite aux innombrables procès et tracasseries dont elles sont les victimes. C'est ce qui est arrivé entre autres à l'unique journal de gauche du



Travailleurs saisonniers à Urfa, ville arabo-kurde au sud d'Ankara. Les villages environnants ont été dépeuplés et rasés. Les réfugiés habitent dans des tentes.

front populaire, Ozgür Ulke. Son rédacteur en chef nous expliqua que, précédemment, les attentats et les procès frappaient uniquement les journalistes, alors qu'aujourd'hui, même les lecteurs sont menacés et surtout les dizaines de distributeurs, surtout des enfants de 8, 9 ans. De sorte que la distribution de leur journal avait baissé de 15.000 à 6.000 exemplaires. Par la suite, nous avons rencontré nous-mêmes un de ces jeunes distributeurs, un garçon de 9 ans déjà incarcéré à huit reprises.

### Des mères témoignent des tortures infligées à leurs fils

A Istanbul, une ville qui offre un aspect totalement 'occidental' par rapport aux villes et villages kurdes, cinq mères de prisonniers politiques nous attendaient. Ces femmes très combattives appartenaient à l'organisation TAYAD (qui a changé de nom et d'adresse, elle aussi!). Elles organisent régulièrement des actions devant les prisons et la Cour de justice. Elles nous ont parlé des tortures le plus souvent de leurs propres fils, parfois même infligées en leur présence, alors que les policiers les avaient contraintes de prendre place dans un local avoisinant.

### Occupation militaire et villages militarisés

Nous avons espéré poursuivre notre voyage jusqu'au nord de l'Irak, où de plus en plus de Kurdes turcs se réfugient dans des camps. Mais nos deux tentatives sont restées infructueuses suite à l'occupation des villages frontaliers par l'armée turque. Nous avons été interrogés pendant plus d'une heure dans un bureau de la police,

après quoi ils nous ont reconduit loin de la région. Le voyage s'est fait en minibus et nous avons encore dû le payer.

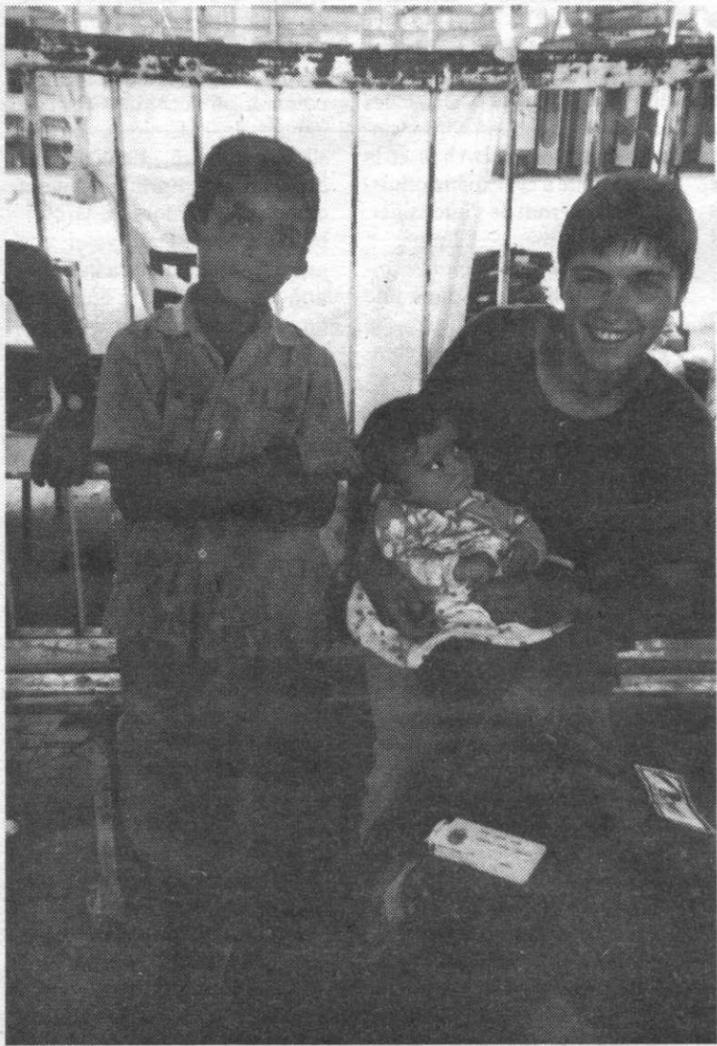
Pendant notre séjour dans le sud du pays, nous nous sommes retrouvés à plusieurs reprises dans des 'villages collabos', où la majorité de la population s'organise (sous la contrainte !) avec le soutien de l'armée turque en milices civiles pour se protéger contre l'offensive croissante du PKK (Parti du travail du Kurdistan).

Nous avons vu de nombreux convois qui se dirigeaient vers Cizre. Ainsi que des camions réquisitionnés par l'armée, même le ferry que nous avions voulu prendre. A côté des chauffeurs, il y avait chaque fois un militaire. Toutes les deux minutes, un

hélicoptère passait au-dessus de nos têtes. A ce moment, nous ne pouvions pas prévoir ce qui se passerait par la suite.

Kristien, qui a déjà visité la Palestine et le Pérou, nous disait qu'elle n'avait jamais vu une telle présence et un tel contrôle militaire comme au Kurdistan. On peut considérer celui-ci comme une vaste région occupée par l'armée.

Mais l'intimidation et la répression sans précédent contre les Kurdes et contre les Turcs progressistes n'empêche pas la très grande sympathie dont jouit le PKK, le coeur de la résistance. Nous n'avons entendu aucune remarque négative sur le compte des militants du PKK, dont tout le monde sait qu'ils sont communistes et sans lesquels il n'existerait aucune organisation au Kurdistan.



A Diyarbakir (400.000 habitants en 1992, plus d'un million aujourd'hui), Christine prend un bébé dans les bras. Immédiatement, les parents misérables demandent si elle veut l'acheter...

## Campagne de solidarité avec la résistance kurde contre l'offensive de l'armée turque

«Pour nous, ce voyage avec Contact et Culture a été un plein succès. Il nous a permis de recueillir toutes les informations nécessaires en vue de renforcer la campagne de solidarité avec la résistance kurde face à la vaste offensive meurtrière engagée en ce moment par l'armée turque contre le peuple kurde».

Le Comité Kurdistan annonce que l'armée turque a déclenché une offensive militaire de grande envergure qui a coûté 7 milliards de dollars. Cette informa-

tion se confirme par le fait que tous les congés des militaires ont été suspendus pour quatre mois.

Ce sont ces préparations dont nos voyageurs ont été les témoins sur place. Ils ont pris de nombreuses diapositives et écrivent pour le moment leurs interviews et leurs notes. Vous pouvez toujours les inviter pour une conférence.

Adresse de contact : secrétariat de la LAI, téléphone : 02/513.53.86.

## EN BREF

## Irak

## L'embargo continue

Les Etats-Unis ont imposé la prolongation de l'embargo contre l'Irak au Conseil de sécurité (Le Soir, 16.7). A chaque vote, Washington invente et impose de nouvelles conditions. Il est donc clair qu'il ne s'agissait pas de "protéger l'indépendance du Koweït", mais bien de briser un Irak trop indépendant, de contrôler le pétrole et son prix, bref d'imposer l'ordre impérialiste au Moyen-Orient. (MC)

## Hongrie

## Loi raciste

Une nouvelle loi hongroise permet de refuser tout immigrant ne prouvant pas qu'il n'est pas atteint de la tuberculose, de la syphilis, de la lèpre ou du sida, ou de toute maladie infectieuse (Libération, 21.7). Ceci viole la Convention des droits de l'homme, pourtant ratifiée par la Hongrie. De nombreux Asiatiques se plaignent déjà des procédures visant à les rejeter. La démocratie capitaliste est accessible à tous, à condition d'être riche, bien portant et de la bonne couleur. (MC)

## Italie

## Berlusconi empereur

Le chef du gouvernement italien s'est fait construire un caveau monumental dans le jardin d'une de ses villas. Entièrement en marbre blanc avec douze colonnes stylées. On y descend par un énorme escalier blanc.

«Grand style jusqu'à la mort» commente De Morgen (14.7). Quel contraste avec la campagne de mensonges et de dénigrement organisée par les médias occidentaux sur le luxe de Ceaucescu et des dirigeants est-allemands. Prétendu luxe, dérisoire à côté du super-luxe répugnant de ce capitaliste-chef de gouvernement qui se prend pour un empereur romain dans un pays où des millions de gens vivent dans la pauvreté.

Hypocrisie des journalistes "libres"! (FD)

## Grande-Bretagne

## 1 enfant sur 3 : pauvre

Le Royaume-Uni progresse. Vers la misère. 14 millions de ménages vivent à présent sous le seuil de pauvreté (4.500 FB par semaine). Ils n'étaient que 5 millions il y a quinze ans. 32% des enfants sont pauvres, soit trois fois plus qu'il y a quinze ans (Enquête du ministère britannique des Affaires sociales, Libération, 16.7). La répartition des richesses obéit au principe des vases communicants : si les 10% de ménages les plus pauvres ont vu leur revenu net décliner de 17% en 1992, par contre, les 10% les plus riches ont enregistré un gain de 62%. (MC)

## Crimes classés

«X (parachutiste) revint vers moi et dit "débarrasse-toi de ceux-là, par-dessus la butte". Après avoir poussé les corps hors de vue, nous entendîmes soudain des coups de feu. X les avait tous tués.» Le livre d'un ex-parachutiste anglais ayant participé à la guerre des Malouines rapportait des témoignages visuels : quelques parachutistes britanniques du 3ème bataillon avaient sommairement exécuté plusieurs prisonniers de guerre argentins. En complète violation de la Convention de La Haye sur le traitement des prisonniers de guerre. (Libération, 15.7). Le ministère de la Justice vient de classer sans suite. Les "démocraties" ne commettent pas de crimes de guerre, c'est bien connu. (MC)



Les ministres de la Défense français, allemand et belge saluent l'Eurocorps. La Bundeswehr revient en force !

# Feu vert pour l'armée allemande

## Entrée parmi les grandes puissances militaires

**Le 12 juillet, la Cour constitutionnelle allemande a décidé que l'armée allemande pourra dorénavant participer à des opérations militaires en dehors des frontières, sous la direction des Nations unies.**

Serge Thiry

L'armée allemande pourra aussi s'associer à des opérations dans le cadre de l'Otan et de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO), bras armé de l'Europe. Le gouvernement devra néanmoins faire approuver par le parlement chaque décision d'envoi de troupes. Clinton a appelé l'Allemagne à «jouer un rôle plus important» en Europe et dans le monde.

Dans le cadre de l'Eurocorps, des troupes allemandes ont participé aux parades militaires à Paris le 14 juillet et à Bruxelles le 21 juillet.

L'Allemagne renforcera donc sur le plan militaire sa politique de puissance économique mondiale. Satisfait, Helmut Kohl a

déclaré: «Il serait inacceptable pour la dignité de ce pays que nous restions à l'écart et que nous n'assumions pas nos responsabilités.» (Libération, 13 juillet).

Manu Ruys, porte-parole de la bourgeoisie flamande pro-allemande, répète en termes moins diplomatiques: «Depuis la réunification de l'Allemagne et l'implosion du bloc soviétique, l'Allemagne renaît dans son ancienne force. Selon la Cour suprême de Karlsruhe, l'armée pourra dorénavant opérer hors de la zone OTAN. Le président Clinton a déclaré que l'Allemagne sera à présent et pour toujours ("jetzt und für immer") le partenaire privilégié. Un siège permanent au Conseil de sécurité s'annonce. La géopolitique

reprend ses droits. Pour l'Allemagne, la voie s'ouvre à nouveau vers la Weltpolitik. Entre-temps, le chancelier Kohl oeuvre à la construction d'une Allemagne qui, sinon mentalement, du moins économiquement, commence à digérer l'annexion des Länder de l'Est, porte à nouveau son regard vers le monde slave et turc - der Drang nach Osten - tout en maintenant son ancrage en Europe.» (De Standaard, 22 juillet).

L'Europe est la base d'appui de l'expansionnisme allemand vers l'Europe de l'Est, les pays de l'ancienne Union soviétique et les riches régions pétrolifères du Moyen-Orient. Dans les années à venir, les confrontations avec les Etats-Unis et la Russie suite à cet expansionnisme ne cesseront de s'intensifier. Ce qui amène Clinton à conclure une alliance provisoire avec l'Allemagne dans une tentative de sauvegarder la suprématie des Etats-Unis comme puissance mondiale en Europe.

# Haïti: intervention américaine imminente

Début août, les Etats-Unis espèrent recevoir le feu vert des Nations unies pour une intervention militaire contre Haïti à la tête d'une force d'intervention de 15.000 hommes. Les organisations populaires haïtiennes réagissent avec véhémence.

Le "Mouvman Peyzan Nasyonal Kongrè Papay" «appelle à l'unité de toutes les forces, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur d'Haïti, pour entamer une résistance de longue durée jusqu'à la libération complète d'Haïti» (Haïti Progrès 13.7). Treize autres organisations po-

pulaires «disent non à toute forme d'intervention militaire (...) et appellent la population haïtienne à la lutte contre toute force d'intervention venant à la rescousse des macoutes et voulant étouffer les aspirations populaires tels que la justice, la liberté et le progrès. (...) Les macoutes ne sont que les garçons de courses des E.U.; les véritables auteurs du coup d'Etat (du 30 septembre 91) sont l'ambassade américaine, la CIA, le Pentagone, l'administration Bush (...). Aujourd'hui, ce sont les mêmes institutions américaines qui tentent de

consolider le coup d'Etat. Les putschistes ont nommé à la présidence Jonassaint dans le but de provoquer une intervention militaire, afin de consolider les intérêts américains et de protéger les macoutes contre le peuple exigeant justice...» (Haïti Progrès 20.7)

La presse américaine écrit que la force d'intervention sera employée "dans la formation de la police et de l'armée haïtienne pour prévenir de nouvelles explosions de violences". Il est clair que les Etats-Unis veulent avec leur intervention contrer la résistance populaire croissante.

# Kohl : les "bons" Allemands...

La Grande Allemagne a célébré le cinquantième anniversaire de l'attentat (manqué) contre Hitler. Le dirigeant de ce complot, le comte von Stauffenberg devient un héros national. Lorsque la défaite totale de l'Allemagne nazie se profila, une partie de la bourgeoisie et de la noblesse voulut réinstaller un régime bourgeois "normal" afin de préserver son pouvoir. En cas de succès, les officiers comploteurs voulaient conclure une paix séparée avec les Américains et les Britanniques afin de poursuivre ensemble la guerre contre l'URSS. Aucun d'eux n'ouvrit la bouche contre le génocide de millions de citoyens soviétiques.

# ... et les "mauvais" Allemands

Le chancelier Kohl a rendu hommage à «tous les Allemands antifascistes», mais a gardé un silence éloquent sur les nombreux antifascistes communistes qui tombèrent dès les années 20. Au contraire, il a lancé une nouvelle doctrine officielle allemande (en fait il s'agit de la traditionnelle position des fascistes) : les communistes sont de "mauvais Allemands" et de "mauvais antifascistes". «Nous ne pouvons, prétend Kohl, nous limiter à la question de qui a combattu contre le nazisme. Nous devons nous demander dans quel but ils l'ont fait.»

Vu que dans cette logique, les communistes avaient un but encore plus diabolique que celui des nazis, cette théorie lève le dernier obstacle et permet de pourchasser les communistes comme le pire danger de l'histoire. Après le silence sur le rôle de l'URSS et des partisans (principalement communistes), lors de la célébration du D-Day, voici une nouvelle étape dans la falsification révisionniste de l'histoire. Le communisme est l'ennemi principal et donc le fascisme devient "compréhensible", voire "acceptable".

Les troupes américaines seront relayées par six mille Casques bleus, qui resteront sur place jusqu'en février 1996, après l'organisation de nouvelles élections présidentielles. (De Morgen 23.7 et 28.7 - agences de presse Washington et Port-au-Prince) Voilà l'objectif des Etats-Unis à moyen terme : contrôler les élections. Entre temps, des politiciens modérés de gauche sont petit à petit arrachés à Aristide à l'aide de dollars US. Ils constituent un bloc de pas moins de 94 organisations, appelé "K-16". (Haïti Progrès 6.7)